

Casablanca, le 1er MARS 1996

CIRCULAIRE N° 4 4 0 8/3.2.2

OBJET : Importation temporaire de véhicules automobiles de tourisme immatriculés à l'étranger .

REFER : - Circulaires n°s 4.345/3.1.2 du 16.09.94, 4350/3.1.2 du 27.10.94, 4352/3.1.2 du 11.11.94, 4357/3.1.2 du 23.12.94, 4385/3.1.2 du 09.06.95 et 4386/3.1.2 du 15.06.95 .
- Notes n°s 4586/1.0.6 du 07.04.94, 15.931/3.1.2 du 13.07.95, 16.482/3.1.2 du 20.07.95 et 21.734/3.2.2 du 05.10.95 .

Le service est informé que dans le cadre de la préparation de la prochaine campagne d'accueil des Résidents Marocains à l'Etranger (R.M.E) et des touristes étrangers, de nouvelles mesures ont été adoptées par l'Administration en matière d'importation temporaire (I.T.) de véhicules automobiles de tourisme immatriculés à l'étranger .

Ces mesures concernent aussi bien le délai d'I.T. que les modalités de prise en charge et d'apurement de ces I.T. sur le système informatique de contrôle des voyageurs et visent, particulièrement, l'amélioration des conditions d'accueil des personnes sus visées .

Aussi, l'objet de la présente est de préciser ces nouvelles mesures d'une part et, d'autre part, de regrouper toutes les mesures édictées antérieurement en la matière pour ainsi constituer l'instruction unique régissant cette partie du service .



CONDITIONS D'OCTROI DU REGIME DE L'I.T.

Aux termes de l'article 115 du Décret pris pour l'application du Code des Douanes, seules les personnes ayant leur résidence habituelle à l'étranger et dont la durée de séjour (continue ou fractionnée) au Maroc n'excède pas six (06) mois par année peuvent bénéficier du régime de l'I.T. au titre de leurs véhicules automobiles personnels.

Il est précisé, en outre, que tout résidant à l'étranger ne peut importer temporairement un véhicule automobile appartenant à un autre non-résident que sur présentation d'une procuration légalisée.

En conséquence, et préalablement à la délivrance de toute autorisation d'I.T., le service doit s'assurer que la personne concernée réunit effectivement les conditions requises (carte de séjour, carte d'identité, passeport, procuration,...).

De même, le régime de l'I.T. ne doit pas être accordé aux personnes non résidentes au Maroc qui, au cours d'une même année, auront procédé à une (ou des) importation(s) temporaire(s) de véhicule(s) automobile(s) immatriculé(s) à l'étranger sans procéder à sa (ou leur) réexportation.

Par ailleurs, tout véhicule automobile appartenant à un non-résident (tourisme, fourgonnette aménagée ou minibus, véhicules utilitaires,...) qui ne peut bénéficier du régime de l'I.T. conformément aux dispositions en vigueur, ne pourra être introduit au Maroc qu'après acquittement des droits et taxes exigibles.

Dans ces cas, le service doit procéder à la perception définitive des droits et taxes et délivrer le certificat de dédouanement correspondant.

DELAI D'IMPORTATION TEMPORAIRE

A compter de la date de la présente, le délai initial d'I.T. des véhicules automobiles de tourisme immatriculés à l'étranger est fixé à trois (03) mois par année, renouvelable pour une même période de trois mois dans les cas et aux conditions prévus ci-après.

En aucun cas, le délai global d'I.T. ne peut excéder six mois par année.

PROROGATION DU DELAI INITIAL D'I.T.

De par leurs activités professionnelles, leur situation sociale, le but de leur voyage, certaines personnes sont amenées à séjourner temporairement au Maroc au delà de trois mois (un ou plusieurs séjours par année).



C'est le cas, notamment, d'une certaine catégorie de touristes étrangers (anciens du Maroc, propriétaires de résidences secondaires etc...), des investisseurs non-résidents et de certains R.M.E. (retraités ; malades de longue durée ; étudiants-chercheurs ; cas sociaux ; urgence familiale, affaire en justice ; importateur/exportateur régulièrement établis dans leur pays d'accueil, etc ...).

Pour tenir compte des contraintes propres aux personnes visées ci-dessus, un délai supplémentaire d'I.T. peut leur être accordé en sus du délai initial de trois mois prévu ci-dessus sans, toutefois, que le délai global d'I.T. ne dépasse six (06) mois par année ; étant précisé que la prorogation du délai d'I.T. ne doit être autorisée qu'en vue de la réexportation du véhicule en cause.

Pour bénéficier de cette facilité, les personnes concernées peuvent en faire la demande au moment de la souscription de la déclaration d'importation temporaire. Elles doivent, en outre, justifier leur demande et préciser la durée de séjour envisagée au Maroc.

ETABLISSEMENT ET DELIVRANCE DES DECLARATIONS D'I.T. ET DES MACARONS.

L'importation temporaire des véhicules automobiles de tourisme immatriculés à l'étranger donne lieu à la délivrance, par le service, d'une déclaration dite « I.T. verte » et d'un macaron (vert pour les nationaux et jaune pour les étrangers), celui-ci devant être collé par la personne concernée sur le pare-brise de son véhicule de façon à être parfaitement lisible de l'extérieur.

Il est précisé qu'un nouveau modèle de déclaration d'importation temporaire de moyens de transport sera incessamment adopté. Il comportera un justificatif de régularisation qui sera délivré à la personne concernée soit au moment de la réexportation du véhicule importé temporairement, soit à la suite de la mise à la consommation de celui-ci. Une instruction ultérieure précisera la contexture et les conditions d'utilisation de cette nouvelle déclaration.

Eu égard à l'importance que revêtent les documents visés ci-dessus, aussi bien pour identifier que pour faciliter la circulation au Maroc des véhicules automobiles de tourisme immatriculés à l'étranger, le service doit veiller à ce que lesdits documents (déclaration et macaron) soient rédigés correctement, sans ratures ni surcharges et parfaitement lisibles.

En outre, l'agent qui prend en charge les opérations d'I.T. de ces véhicules doit, impérativement, apposer son cachet individuel sur la déclaration d'I.T. et indiquer sur celle-ci la date limite de sa validité.



**CAS DES VOITURES FAMILIALES DE NEUF PLACES OU MOINS :
MINIBUS, FOURGONNETTES AMENAGEES ET SIMILAIRES.**

L'importation temporaire des fourgonnettes et des camionnettes ne peut être autorisée que dans la mesure où celles-ci sont conçues ou aménagées pour le transport des personnes (minibus de neuf places ou moins, équipés de sièges et de vitres sur les côtés latéraux, camping-cars, ...) et qui, au moment de leur introduction au Maroc, transportent effectivement des personnes.

C'est ainsi que les véhicules sus visés qui transportent uniquement des marchandises à caractère commercial doivent être soumis au paiement des droits et taxes d'importation exigibles, au même titre que les marchandises qu'ils transportent. Ces véhicules doivent, en outre, faire l'objet d'une visite systématique et rigoureuse de la part du service.

Toutefois, ces mêmes véhicules, lorsqu'ils transportent des voyageurs et des marchandises à caractère commercial, peuvent être admis sous le régime de l'I.T. après paiement des droits et taxes exigibles sur les marchandises transportées.

Bien entendu, le service doit faire preuve de discernement et les familles qui voyagent à bord des véhicules visés ci-dessus doivent faire l'objet d'égards particuliers.

Enfin, il est précisé que les véhicules automobiles utilitaires (fourgons, camionnettes,...) ne peuvent pas être admis sous le régime de l'I.T. Toutefois, en cas de retour définitif au pays de la personne concernée, ces véhicules peuvent être admis sous ledit régime s'ils transportent du mobilier et des effets personnels. Bien entendu, cette facilité ne s'applique pas aux camions.

**CONDITIONS D'UTILISATION SUR LE TERRITOIRE NATIONAL DES
VEHICULES ADMIS SOUS LE REGIME DE L'I.T.**

** Tout véhicule automobile admis sous le régime de l'I.T. ne peut être mis à la disposition de tiers, prêté ou utilisé à des fins lucratives sous peine de poursuites qui seront engagées conformément à la réglementation en vigueur.*

** La cession entre non-résidents des véhicules sus visés peut être, sauf soupçon d'abus, autorisée par Messieurs les Chefs de Circonscription dans les conditions ci-après :*

- la demande de transfert doit être justifiée (maladie, retour d'urgence à l'étranger, ...)



- le cessionnaire doit remplir lui-même les conditions requises pour bénéficier du régime de l'I.T. Il ne doit pas, notamment, avoir importé temporairement un véhicule dont la situation n'est pas encore régularisée ou épuisé déjà son droit au bénéfice du régime de l'I.T. à l'occasion de séjours antérieurs au cours de l'année considérée ;

- le véhicule objet de la cession ne peut, en aucun cas, séjourner sous le régime de l'I.T. au delà du délai réglementaire imparti, à compter de la date de son introduction au Maroc ;

- la cession ne peut être autorisée qu'en vue de la réexportation du véhicule en cause .

* La cession au profit de personnes résidant au Maroc de véhicules automobiles importés temporairement ne peut avoir lieu qu'après paiement des droits et taxes exigibles, étant rappelé que toute cession non autorisée est passible de sanction conformément à la réglementation en vigueur .

* Tout véhicule automobile admis sous le régime de l'I.T. doit être réexporté (ou, éventuellement, mis à la consommation moyennant paiement des droits et taxes exigibles) au terme du délai réglementaire d'I.T. ou du séjour du bénéficiaire si ce dernier quitte le Maroc avant l'expiration dudit délai réglementaire d'I.T.

* En cas de retour d'urgence à l'étranger dûment motivé, le bénéficiaire du régime d'I.T. doit présenter le véhicule au bureau de sortie où il sera mis en dépôt, à la charge du déposant et sous sa responsabilité en vue de sa réexportation ou de sa mise à la consommation ultérieure, dans les délais réglementaires .

* Tout véhicule importé temporairement qui a subi des dommages graves (accident, incendie, ...) empêchant sa réexportation, peut être mis à la consommation pour la ferraille dans les conditions réglementaires .

Ces deux dernières opérations peuvent être effectuées pour le compte des intéressés soit par les organismes d'assurance et d'assistance locaux agréés, soit par les entreprises d'assistance agissant en tant que correspondants de leurs assureurs à l'étranger et autorisées pour ce faire .

PRISE EN CHARGE DES DECLARATIONS D'I.T. PAR LE SYSTEME INFORMATIQUE DE CONTRÔLE DES VOYAGEURS .

La prise en charge des déclarations d'I.T. par le système informatique de contrôle des voyageurs revêt une importance primordiale .



En effet, c'est sur la base des données saisies au moment de l'entrée que la personne concernée est contrôlée au moment de quitter le territoire national .

Or, il a été constaté que certaines personnes (résidents et non-résidents), bien que n'ayant jamais importé temporairement de véhicules au Maroc, figurent sur le système informatique sus visé .

Il est évident que ces situations résultent d'erreurs commises au moment de la saisie des données à l'occasion de la prise en charge des déclarations d'I.T.

Outre les désagréments causés aux personnes sus visées, ces erreurs qui sont devenues fréquentes, sont de nature à nuire à l'image de marque de l'Administration et causent un préjudice certain au tourisme national .

Aussi, les agents chargés de cette partie du service doivent-ils apporter un maximum d'attention dans l'accomplissement de leur tâche . Toute erreur en la matière constitue une faute professionnelle et sera sanctionnée en tant que telle .

Par ailleurs, à compter de la date de la présente, le service devra procéder à la saisie effective sur le système informatique des noms et prénoms de la personne, en sus bien entendu du numéro de la C.I.N. (nationaux) ou du numéro d'identification (« composteur ») attribué par la D.G.S.N. (étrangers) .

REGULARISATION DES DECLARATIONS D'I.T. : REEXPORTATION OU MISE A LA CONSOMMATION .

Toute réexportation ou mise à la consommation de véhicules placés sous le régime de l'I.T. doit donner lieu, immédiatement, à l'apurement de la prise en charge informatique correspondante .

Toute défaillance en la matière constitue une faute professionnelle et sera sanctionnée comme telle .

Par ailleurs, lors de la réexportation (ou de la mise à la consommation) de tout véhicule admis sous le régime de l'I.T, le service doit s'assurer que cette opération a lieu dans les délais réglementaires impartis .

Tout abus doit être sanctionné conformément à la réglementation en vigueur (non réexportation dans les délais impartis de marchandises placées sous le régime de l'I.T.) .



Enfin, il est signalé que lorsque le bureau douanier qui constate la mise à la consommation d'un véhicule automobile admis sous le régime de l'I.T. n'est pas doté de terminal pour procéder à l'apurement de la prise en charge informatique, l'Ordonnateur dudit bureau doit prendre contact, dans la journée, (fax ou télex) avec le bureau frontière le plus proche pour faire procéder au dit apurement.

Le bureau frontière doit alors confirmer, dans les 24 heures suivant la réception de la demande d'apurement, que la régularisation demandée a été effectuée.

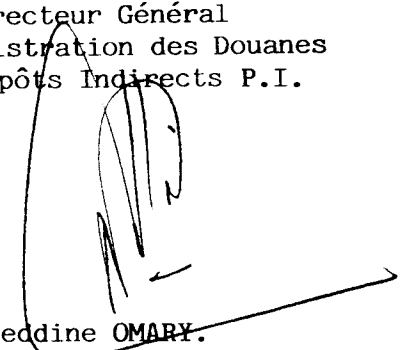
* * *

Eu égard à l'importance que revêtent les mesures ci-dessus exposées, Messieurs Les Chefs de Circonscription sont invités à veiller personnellement à leur bonne application par le service.

Sont abrogées les dispositions antérieures, relatives au même objet, contenues dans les circulaires et notes visées en référence.

Toute difficulté d'application ou d'interprétation des dispositions de la présente sera signalée à l'Administration Centrale sous le timbre « Régimes Particuliers ».

Le Directeur Général
de l'Administration des Douanes
et Impôts Indirects P.I.



Nouredine OMARY.